Document généré le 25 avr. 2024 13:58

Liaison

C’est notre argent
Mettons-le donc au service de nos artistes

Paul-François Sylvestre

Numéro 79, novembre 1994

URI : https://id.erudit.org/iderudit/42302ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)
1923-2381 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Sylvestre, P.-F. (1994). C’est notre argent : mettons-le donc au service de nos artistes. *Liaison*, (79), 5–5.

Tous droits réservés © Les Éditions l'Interligne, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d’auteur. L’utilisation des services d’Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d’utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l’Université de Montréal, l’Université Laval et l’Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

C'EST NOTRE ARGENT

Mettons-le donc au service de nos artistes

Le Festival franco-ontarien, rebaptisé Le Franco ou le Festival des francophones du monde pour mieux décrire son méga virage, a connu des méga problèmes. On parle de dettes qui se chiffreraient à plus de 800 000 $. Les artistes qui n'ont pas été payés sont légion. Face à cet imbroglio financier, les bailleurs de fonds sont en droit de se poser des questions. La Ville d'Ottawa, la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, le Conseil des arts de l'Ontario et le ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs, pour ne citer que ceux-là, peuvent s' interroger sur le bien-fondé de verser des fonds provenant des contribuables ontariens à un organisme qui s'endette avec des vedettes québécoises. Le secteur privé ou coopératif peut aussi se poser des questions. Est-ce à la Fédération des caisses populaires de l'Ontario de soutenir une entreprise qui dirige autant de ressources financières vers le Québec ?

Le cas du Franco n'est pas aussi simple que ça, je le reconnais, mais il soulève une question qui me semble on ne peut plus pertinente à une époque où on parle de rationaliser ou de repostionner les programmes de subventions, culturelles ou autres. Comment peut-on le mieux servir les intérêts des artristes d'ici avec l'argent des contribuables d'ici ? On me dira que rien n'est clairement tranché dans le merveilleux monde des artistes où les réseaux ne sont pas exclusivement ontarois ou totalement québécois. En tant qu'auteur et éditeur, je sais que tout n'est pas blanc ou noir, que les zones grises abondent. Mais je sais aussi qu'il y a des situations qui me gênent royalement.

Prenons le cas de Contact ontarois, cette vitrine des arts de la scène où une bonne part des diffuseurs ontarois font leur marché. On y présente des mini spectacles de chanson, de théâtre, d'humour et de danse qui mettent en vedette des artistes de l'Ontario, du Québec, de l'Acadie et de l'Ouest, entre autres. Le résultat n'est certes pas facile à mesurer, encore moins à illustrer dans un petit paragraphe. Je m'y aventure, néanmoins, en prenant tout simplement un exemple qui m'est récemment tombé sous la main. Un diffuseur dans le Sud de l'Ontario annonce sa programmation culturelle pour la saison 1994-1995. Qu'est-ce qu'on y retrouve ? La ventriloque humoriste Lise Maurais, le magicien Mario Beaumier, le duo acadien Roland et Johnny, ainsi que la chanteuse québécoise Lynda Lemay. Pas très franco-ontariens !

Certains de ces artistes étaient évidemment au dernier Contact ontarois pour lequel le Conseil des arts de l'Ontario (CAO) dépense temps, énergie et argent. Je sais que les artistes québécois ne sont pas payés par le CAO pour se produire à Contact, mais il n'en demeure pas moins que le résultat est inquiétant. On me dira que la libre concurrence doit s'exercer, que des artistes francophones de l'Ontario sont monté sur les mêmes scènes et que le choix final est laissé aux diffuseurs. À cela, je répliquerai une seule chose : si c'est l'argent des contribuables ontariens qui sert à financer une telle vitrine des arts de la scène, il est raisonnable d'exiger que seuls des artistes de l'Ontario soient invités. J'entends déjà les hauts cris : Borné ! Étroit d'esprit ! Chauvin ! Mais, je persiste à croire que, par les temps qui courent, il vaut mieux se loger à l'enseigne de l'*action positive* que de prôner l'ouverture sans borne.

Je suis de ceux qui croient que si Contact ontarois n'affichait que des artistes francophones de l'Ontario, la programmation de nos centres culturels prendrait un tout autre visage. Bien entendu, les diffuseurs magasinent aussi ailleurs, mais donnons-leur au moins l'occasion de faire un marché ontarois. Nos artistes ne s'en porteront que mieux. Et ces artistes n'ont pas à provenir de la scène seulement. Pourquoi ne pas présenter des artistes visuels puisque plusieurs centres culturels disposent d'une galerie d'art ? Pourquoi ne pas mettre à l'affiche quelques productions cinématographiques ontaroises ? On n'a qu'à lire le dossier du présent numéro (pages 20-30) pour constater à quel point nos réalisations sont nombreuses et de qualité. Et comme certains diffuseurs disposent d'une boutique-librairie, pourquoi ne pas inviter aussi les maisons d'édition franco-ontariennes à Contact ? Bref, pourquoi ne pas faire de Contact ontarois une véritable vitrine sur le produit culturel d'ici, peu importe la discipline artistique ?

Le prochain rendez-vous est déjà annoncé. Contact 1995 aura lieu les 4, 5 et 6 mai, à Ottawa-Hull. Il est sans doute trop tard pour modifier complètement la formule. Mais il est peut-être encore temps de tenter une expérience, un projet pilote. En dernière analyse, ce qui importe, c'est de trouver la formule qui s'attaquera une fois pour toute au problème de la diffusion en Ontario français. Contact et Le Franco sont des outils, de précieux outils qu'il faut mettre vigoureusement et entièrement à notre service.

PAUL-FRANÇOIS SYLVESTRE